

PAR COURRIEL

Québec, le 21 juin 2024



N/Réf. : 91482

Objet : Votre demande d'accès aux documents

,


Nous donnons suite à votre demande d'accès, reçue le 21 mai dernier, laquelle est ainsi libellée :

« [...] je désire recevoir les documents suivants :

- Veuillez nous fournir l'ensemble des factures remboursées à un adjoint parlementaire en 2023-2024 en indiquant le nom de l'adjoint parlementaire et la raison du remboursement. »

Vous trouverez ci-joint le document détenu par le Secrétariat du Conseil du trésor concernant votre demande.

Nous vous indiquons que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. Vous trouverez en pièce jointe une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Veuillez agréer, , nos salutations distinguées.

Original signé

Maxime Perreault
Responsable de l'accès aux documents et
de la protection des renseignements personnels

p. j.

Prénom et nom de l'adjoint (e)	Cabinet	Objet	Date	Montant avant taxes
Simon Allaire	LeBel	Rencontrer les ordres membres du Conseil interprofessionnel	23 janv 2023	184,00 \$
Simon Allaire	LeBel	Conférence Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)	07 mars 2023	163,46 \$
Simon Allaire	LeBel	Rencontrer les ordres membres du Conseil interprofessionnel	25 mai 2023	261,98 \$
Simon Allaire	LeBel	Consultations - Ordres professionnels	13 au 23 novembre 2023	2 196,14 \$
Total Simon Allaire				2 805,58 \$
Louis-Charles Thouin	Julien	Frais déplacement, Malbaie	15 au 16 février 2023	562,15 \$
Louis-Charles Thouin	Julien	Frais déplacement, Montréal	30 au 31 mars 2023	202,17 \$
Louis-Charles Thouin	Julien	Forum Fédéral-Provincial territorial des ministres des Infrastructures - Vancouver	20 au 21 juin 2023	1 488,72 \$
Total Louis-Charles Thouin				2 253,04 \$
Total général				5 058,62 \$

AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.R.Q., c. A-2.1.

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art.137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 18.200
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Téléphone : 514 873-4196
Télécopieur : 514 844-6170

Téléphone sans frais pour les deux bureaux : **1-888-528-7741**
Courrier électronique : cai.communications@cai.gouv.qc.ca

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente jours (art. 135).